

activités de ce genre, même si leur vocation première en matière de recherche est tout à fait différente. D'autres organismes gouvernementaux font également de telles recherches, notamment les laboratoires d'ingénierie du CNRC.

Il est probable que ce secteur des activités scientifiques intra-muros sera le plus sérieusement touché par la récente décision du gouvernement d'examiner tous les programmes scientifiques en cours, pour déterminer s'ils se justifient et s'ils devraient être confiés aux universités ou au secteur industriel. Il est certainement possible de réaliser avec succès des programmes de recherche pure dans des laboratoires gouvernementaux. Pour venir en aide à des industries primaires fortement décentralisées, pour répondre aux besoins du Canada dans le domaine des ressources naturelles et pour protéger l'environnement, il a souvent été nécessaire de maintenir des programmes intra-muros. Toutefois, il n'est pas si facile pour des laboratoires gouvernementaux d'effectuer des recherches industrielles qui contribuent à des innovations dans le secteur manufacturier.

L'expérience montre que ce service est la forme d'aide la moins efficace que le gouvernement puisse offrir au secteur secondaire. Cette situation est imputable à plusieurs facteurs. Très souvent, les programmes de recherche et de développement choisis par les scientifiques et les ingénieurs isolés du monde des affaires dans les laboratoires gouvernementaux ne correspondent pas aux besoins et aux problèmes de l'industrie. Dans ces laboratoires, les activités scientifiques sont souvent déterminées par l'offre, alors que la recherche industrielle doit s'inspirer de la demande pour aboutir à des innovations rentables. Le transfert à l'industrie des résultats des programmes de recherche et de développement exécutés par les laboratoires gouvernementaux pose de sérieuses difficultés. Les entreprises sont portées à rejeter les inventions mises au point ailleurs. Il est déjà difficile de faire accepter aux gestionnaires les résultats de recherches faites par l'entreprise elle-même; cela devient presque impossible lorsque ces résultats ont été obtenus dans un laboratoire gouvernemental isolé.

Ces facteurs expliquent pourquoi l'ancien modèle de la politique scientifique canadienne, élaboré au cours des années 20, n'a jamais vraiment donné de bons résultats. Une autre illustration de cet échec proviendra sans doute de l'examen détaillé des activités scientifiques intra-muros que le gouvernement a commencé récemment. Si l'on mène une enquête sérieuse, on ne pourra que recommander qu'un grand nombre des programmes intra-muros en cours dans ce domaine soient abandonnés ou confiés à l'industrie, afin qu'ils servent vraiment leur objectif et qu'ils contribuent à accroître le flot d'innovations industrielles au Canada. Le Comité avait déjà envisagé cette situation en 1972.

Nous avons également prévu qu'il serait irréaliste de demander au gouvernement d'abandonner ou transférer soudainement une partie importante de